

POLITIQUE Polémique

François de Rugy, ministre en sursis

Homards à table et dressing à 17 000 euros : un an après l'affaire Benalla, le feuilleton Rugy commence à pourrir l'été du gouvernement. Il est maintenu à son poste, sous réserve de vérifications.

Un homard géant en plastique made in China attend le ministre de la Transition écologique et Solidaire devant la préfecture de Niort, pêché dans une quelconque boutique d'accessoires de plage par des militants écologistes opposés au barrage de Sivens (Tarn). « Humour dévastateur » commentent les élus locaux « Macron compatibles » au moment où le ministre s'apprête à affronter les micros. Le déplacement de François de Rugy prévu depuis 10 jours dans le chef-lieu des Deux-Sèvres n'a pas été annulé. Mais il a été écourté par Édouard Philippe. Le chef du gouvernement a convoqué dans l'après-midi le numéro 2 du gouvernement à Matignon.

Le feuilleton continue

Car, après le dîner fastueux de l'hôtel de Lassay, le deuxième épisode tant redouté, « le dressing luxueux de l'hôtel de Roquelaure » était en ligne ce jeudi matin sur le site Mediapart (lire repères). Le homard géant était indigeste, le dressing doré de la résidence attribuée aux ministres de l'Écologie devient carrément indécent.

De façon plus contestable, le site en ligne Mediapart a chargé la barque avec une affaire de logement HLM à Paris concernant Nicole Klein, la directrice de cabinet du ministre, affaire très antérieure à sa prise de fonction auprès de François de Rugy. Elle a été... débarquée.

Résumé de la situation par un député : « L'ombre de Benalla plane

sur le gouvernement et la majorité. On est parti pour un été pourri ».

Inspections et contrôles

Le ministre de la Transition écologique « a conscience de l'émotion légitime de nos concitoyens face à la polémique et ne veut laisser perdurer aucun doute » souligne le communiqué du Premier ministre. Emotion est plus qu'un euphémisme à lire l'indignation et l'inspiration humoristique suscitée par ce tube de l'été sur Internet les réseaux sociaux.

A la sortie de l'entrevue à Matignon, qui a tout de même duré 90 minutes, François de Rugy a été maintenu à son poste. Sous conditions. Édouard Philippe a demandé « une inspection » sur les travaux engagés à l'hôtel Roquelaure. Cette opération devra vérifier à la fois si les travaux étaient indispensables et si les devis les plus raisonnables ont été retenus par le couple Rugy.

A propos des agapes vespérales à l'hôtel de Lassay en 2017 et 2018, l'actuel président de l'Assemblée Richard Ferrand a missionné le Secrétaire général pour examiner et vérifier la situation. La déontologie devrait être saisie. Il s'agira de déterminer s'il s'agissait de « dîners de représentation avec des personnalités de la société civile » ou de soirées dans un cercle d'amis élargi.

Mercredi soir, le ministre gardait « toute la confiance du Président et du Premier ministre ». Ce vendredi matin, il est sous contrôle et sous pression. Comme si on cherchait les fautes irréfutables avant de décider de son sort.

Séverine de Rugy prête à rembourser

Face à la tempête, le couple a choisi comme défense la transpa-



La déferlante de révélations sur le ministre de la Transition écologique met le gouvernement dans l'embarras. Photo Georges GÖBET / AFP

rence. Séverine de Rugy, mariée au ministre depuis décembre 2017, a organisé une visite de l'appartement rafraîchi du ministère (35 654 euros de peinture quand même).

François de Rugy publie sur son compte facebook l'intégralité de ses réponses à Mediapart, des factures, des documents. Il anticipe même les réponses sur une affaire non révélée à Nantes. Le ministre s'engage « à rembourser chaque euro contesté ». Une forme d'aveu ?

Malgré ces efforts, les appels à la démission se multiplient. Les vidéos des dernières années dans lesquelles François de Rugy promet moralité, exemplarité et austerité dans la vie publique tournent en boucle sur Internet et à la télévision. « Il a trahi les VPs pour Hollande, il a trahi le Pours pour Macron.

Cela vous en fait des ennemis », souligne un ancien ministre. Solitaire en politique, François de Rugy est en réalité isolé. Les 13 % de frais de fonctionnement qu'il a fait économiser à la présidence de l'Assemblée en deux ans (1,9 millions d'euros) impriment moins dans l'opinion qu'un placard à 17 000 euros.

Au fait qu'en dit le Président ? Comme lors de l'affaire Benalla, comme lorsque Gérard Collomb a publiquement manifesté son désaccord et ses envies de retrouver Lyon en septembre 2018, Emmanuel Macron ne tranche pas dans l'urgence. « Il faut aussi la solution de rechange. On ne va quand même pas rappeler Borloo ou Royal », s'emporte un sénateur proche de la majorité. Comme si on cherchait déjà un successeur.

Pascal JALABERT

Les affaires plus redoutables que les crises sociales

C'est une évolution majeure de la vie politique et de l'opinion depuis l'aube de ce siècle qui correspond aussi à l'avènement d'Internet et des réseaux sociaux. Les cotes de popularité des politiques chutent beaucoup plus vite lorsqu'elles touchent des affaires personnelles que lors de crises sociales ou économiques.

Ainsi, Nicolas Sarkozy a dévisé de 8 points en janvier 2008 après l'officialisation de son idylle avec Carla Bruni et la publication d'une photo avec le fils de celle-ci. Il perd également entre 5 et 10 points en octobre 2009 avec la proposition de nommer son fils Jean à la tête de l'établissement public de la Défense. Lors de la réforme des retraites, qui a mobilisé plus de 2 millions de manifestants en 2010, sa cote n'a baissé que de deux points. Même scénario catastrophe pour François Hollande. La révélation de sa liaison avec Julie Gayet, suivie de la rupture avec Valérie Trierweiler en janvier 2014 lui vaut 7 points de décade, deux points de plus que le ras-le-bol fiscal de l'été 2012 et cinq de plus que la contestation contre la loi El Khomri en 2016. Mais entre-temps, le président normal a subi une deuxième déflagration avec la publication du livre de la compagne répudiée « Merci pour ce moment ». Neuf points de moins à la rentrée 2014.

P. J.

LA DÉFENSE DE FRANÇOIS DE RUGY

Depuis mercredi, le ministre de la Transition écologique se défend tant bien que mal après les révélations de Mediapart.

Dîners fastueux

Ce que révèle Mediapart

François de Rugy et son épouse ont organisé à l'hôtel de Lassay une dizaine de dîners fastueux avec leur cercle relationnel et amical entre octobre 2017 et juin 2018. Ils mobilisaient à chaque fois le personnel de la résidence du président de l'Assemblée.

La défense de François de Rugy

Le ministre explique que ces « dîners informels font partie d'un travail de représentation au titre de ses fonctions ».

Il déplore « une présentation tendancieuse, notamment par les formulations utilisées par un média dont le parti pris est une habitude ».

Son épouse ajoute : « C'est pour rester connecté avec la vraie vie »...

HLM de la directrice de cabinet

Ce que révèle Mediapart

Directrice du cabinet du ministre depuis sa nomination en septembre 2018, la préfète Nicole Klein a conservé un logement HLM à Paris de 2006 à 2018 alors qu'elle n'habitait plus dans la capitale.

La défense de François de Rugy

Dès jeudi matin, de Rugy met fin aux fonctions de sa directrice de cabinet, même si les faits sont très antérieurs à sa prise de fonction.

Travaux aux frais du contribuable

Ce que révèle Mediapart

Le logement de fonction de François de Rugy au ministère de la Transition écologique a bénéficié de travaux fin 2018 et début 2019. Estimés autour de 65 000 euros, ils ont été payés par le contribuable.

Parmi les dépenses engagées, on trouve la création d'un dressing pour la « modique » somme de 16 996 euros.

La défense de François de Rugy

Dans la nuit de mercredi à jeudi, François de Rugy a

affirmé, sur Facebook, que les derniers travaux de rénovation remontaient à seize ans et que les services du ministère ont reconnu que des travaux étaient nécessaires au vu de la « vétusté » de certaines pièces.

Un logement à Nantes

Ce que révèle Mediapart

François de Rugy loue un appartement à Orvault, dans la banlieue de Nantes. Ce T2 de 48 mètres carrés est « à loyer social préférentiel ».

La défense de François de Rugy

Avant même la publication de Mediapart, le ministre de la Transition écologique évoque jeudi soir sur son compte Facebook « une nouvelle attaque de Mediapart ». « Cette information, je n'en n'ai moi-même JAMAIS eu connaissance », assure le ministre.

Selon lui, c'est un deux-pièces de 48 mètres carrés, loué au prix de 622 € par mois (appartement et parking), « un montant conforme aux prix du marché, loué à la suite d'une séparation intervenue en juillet 2016 ».

L'araignée Villani pique aussi

Comme si l'affaire de Rugy ne suffisait pas, la mairie de Paris empoisonne aussi la majorité. Cédric Villani, le candidat malheureux à l'investiture de LREM pour les élections municipales, surnommé l'araignée au vu de sa passion pour les arachnées, « ne se prononcera pas sur un soutien à Benjamin Griveaux, investi par la Commission d'investiture du parti avant septembre. Il se laisse l'été pour consulter son entourage et ses amis ». Mercredi, Benjamin Griveaux a assuré que Villani avait « toute sa place » dans son équipe.

MOST11 - V1